



Coordination Syndicale Départementale

Des Services Publics de Loire-Atlantique

L'enjeu de l'Extrême droite en perspective des élections municipales de 2014 constitue un enjeu syndical à plusieurs titres :

- Bataille globale de la CGT contre un courant politique qui d'une part, prône des thèses contraires à nos principes fondamentaux et à notre conception démocratique de la République et des services publics, et qui d'autre part, promeut un programme économique et social qui va à l'encontre des intérêts des salariés.
- Bataille professionnelle à mener contre un parti qui travaille particulièrement dans la période à son implantation locale et ambitionne d'accéder aux responsabilités municipales et donc à la gestion des services publics territoriaux et de leurs personnels
- Bataille à mener s'agissant d'un parti qui considère la CGT comme un de ses adversaires principaux

Voici donc pourquoi la Coordination Syndicale Départementale CGT des Services Publics de Loire-Atlantique va vous faire part en six épisodes de ces remarques.

Episode 5 : Le projet du FN pour les municipales de 2014

Sur les effectifs

S'agissant des effectifs, Marine Le Pen dénonce la « *fuite en avant des collectivités territoriales* » qui « *devront enfin maîtriser leurs effectifs* », position conforme au dogme sarkozyste et qui correspond à la conception traditionnelle du FN d'un Etat hyper-centralisé. Fin 2011, la présidente du FN a affirmé qu'« *il faut absolument réduire massivement la fonction publique territoriale* ». Le programme du FN prévoit que « *Les collectivités territoriales devront maîtriser leurs effectifs et présenter chaque année au préfet de leur département pour les plus importantes d'entre elles (régions, départements, intercommunalités et communes de plus de 10 000 habitants) un plan impératif de réduction ou de stabilisation de leurs effectifs. Les effectifs de l'Etat seront dans le même temps stabilisés.* ».

La lecture des interviews de Marine Le Pen éclaire ce qu'elle pense des agents territoriaux. « *Depuis un certain nombre d'années on ment aux Français. On supprime des fonctionnaires d'Etat, des gens qui sont essentiels au bien être de la population, des policiers, des médecins, des gendarmes, des agents pénitentiaires et parallèlement on embauche le double de fonctionnaires territoriaux qui en réalité sont là pour préserver des seigneuries, des systèmes féodaux pour continuer à mettre en place le clientélisme au bénéfice d'un certain nombre d'élus politiques. (...) Je pense qu'il faut limiter la fonction publique territoriale parce qu'il ne m'apparaît pas qu'elle serve à la population* ».

Deux éléments importants encore quant à la vision frontiste des fonctionnaires.

Le 21 février 2013, Marine Le Pen a critiqué l'annonce gouvernementale d'abrogation du jour de carence au motif que cette mesure "*agrandirait la différence entre le privé et le public*".

Sur la rémunération, le programme du parti affirme que « *Le gel des traitements pour tous, petits ou hauts fonctionnaires, est aussi injuste que choquant quand on connaît la faiblesse des traitements réservés au bas de la hiérarchie. Les situations seront différenciées par la mise en place d'un système permettant une modulation de l'évolution du point d'indice et une plus juste répartition des primes entre les ministères et dans les services concernés.* ». Le FN prône ainsi rien moins que l'éclatement d'un des fondements de la Fonction publique de carrière.